

Cantonales. Le maire d'Arles et conseiller général sortant brigue un troisième mandat pour représenter de canton d'Arles Camargue au sein du conseil général. Présentation du candidat.

Schiavetti confiant dans la prime au sortant

C'est fait, l'actuel maire Hervé Schiavetti a fait publiquement acte de candidature aux élections cantonales de mars prochain, pour un mandat écourté de trois ans.

L'occasion d'abord de présenter la suppléante Danièle Ducros, deuxième adjointe au maire en charge de l'administration et du budget de la ville. Citoyenne qui n'appartient à aucune formation politique, elle a été choisie pour sa probité qui lui vaut de siéger au sein des commissions du personnel et d'attribution des marchés publics.

Hier c'est donc un homme décontracté qui a pris la parole à l'hôtel Atrium, devant nombre d'élus de la majorité municipale du groupe Vive Arles, dans un exercice qu'il affectionne en véritable supporter de la décentralisation (voir le commentaire ci-dessous) : rappelons qu'avant d'être élu maire d'Arles en 2001, H. Schiavetti a effectué ses premiers pas d'homme politique en tant qu'élus à la Région de 1992 à 1998, puis au Département de 1997 jusqu'à ce jour où il brigue son troisième mandat complet. En 1983, alors jeune diplômé de sociologie, il est marqué par sa rencontre avec Gaston Defferre et par le discours magistral que son directeur de cabinet tient sur la décentralisation.

C'est dire si le discours de politique générale sur Arles, la Camargue et la place du territoire qu'il administre au sein de l'ensemble départemental, est particulièrement rodé. Le bilan parle pour lui.

Enjeux du territoire

« Le canton d'Arles Camargue est immense, il représente à lui seul 40% de la superficie du département ». Un ratio qui a son importance dans le poids politique et économique de la commune : « Les Bouches-du-Rhône comptent en tout et pour tout deux chambres de commerce qui se partagent le territoire départemental, celle de Marseille et celle d'Arles, qui inscrite les problématiques de la ruralité ou de la gestion de l'eau dans le département ».

Et le maire d'Arles de souligner l'importance de siéger au conseil général pour « peser sur l'avenir d'Arles avec plus de force », rappelant la place de la politique départementale dans la modernité d'Arles, son développement culturel, touristique, numérique, l'éducation, la santé, les transports, le social, la solidarité intergénérationnelle...

S.B.

▲ Nous reviendrons en détail sur les propositions de M. Schiavetti et des différents candidats dans une prochaine édition



Hervé Schiavetti et sa suppléante Danièle Ducros hier, dans les salons de l'hôtel Atrium. L'actuel maire d'Arles et conseiller général sortant a déclaré sa candidature après ses adversaires David Grzyb (PS) et Serge Berthomieu (PRD).

Supporter de la décentralisation, communiste de famille avec l'expérience d'une politique commune de la gauche

Commentaire

■ Le candidat Schiavetti, s'il a reconnu la nécessité de réduire le « mille-feuilles administratif », n'en a pas moins regretté le flou qui entoure les modalités de la prochaine réforme. L'annonce officielle de sa candidature fut l'occasion pour lui de marquer son attachement à la décentralisation, pour lui : « La prochaine réforme des collectivités territoriales remet en cause cette loi de décentralisation, c'est ce qui est gênant pour le citoyen et pour la libre administration, c'est une force pour les collectivités territoriales, l'une des plus belles réussites

avec les lois sociales de l'après-guerre et la plus belle aventure politique qui m'ait été donné de connaître ». Et le maire d'Arles de rendre à César ce qui lui appartient : « Les deux grandes collectivités territoriales que sont le département, qui est le plus puissant de France et la Région sont indispensables à l'investissement public. Par exemple le lancement des étudiants à Arles est le fruit de cette synergie. Pour cela le département est intervenu hors de ses champs obligatoires, favorisant l'implantation de l'IUT et de Supinfocom. Cette capacité de porter des politiques publiques est conséquente au Conseil Général, le deuxième plus

riche de France, c'est pourquoi il est important que la Ville d'Arles, dont le rayonnement excède sa taille, soit représentée dans ces grandes collectivités. » Quant à la question de son étiquette politique, le successeur au département de Charles Privat (SFIO), Jacques Perrot (PCF) et Michel Vauzelle (PS) donne une leçon de réalisme : « Membre du PCF, je le demeure même si je ne suis pas élu parce que je suis communiste ». Lorsqu'on lui demande quelle est la spécificité d'un élu communiste, il répond union de la gauche : « Depuis 1982 que la gauche gère le conseil général, c'est une majorité commune qui porte ensemble

les politiques départementales quelles que soient les différentes cultures ou histoires... » Et l'affrontement inédit avec le candidat du PS David Grzyb ? « C'est légitime que le PS ait l'ambition de gérer les grandes collectivités et souhaite marquer par sa présence sa place dans l'échiquier local ». Des craintes face à Serge Berthomieu, candidat de la droite unie ? Il le balaise d'un revers de la main gauche « il n'est pas le mieux à même de représenter la troisième ville du département ni pour continuer de porter la configuration politique du conseil général héritée de trente ans d'histoire... »

SÉBASTIEN BESÀTI